

Sport et politique s'emmêlent

Author : donatella-fettucci

Date : 30 octobre 2012

Nombreux sont les hommes politiques qui ne manquent pas de se faire photographier en faisant du sport: Mussolini à cheval, Sarkozy en joggant ou Obama shootant au panier. Tantôt outil de propagande, tantôt outil de diplomatie ou de boycottage, le sport et la politique entretiennent une relation très étroite. Par moment, on pourrait oser dire que certaines compétitions sportives ont plus de pouvoir que le conseil de l'ONU pour faire pression sur un pays.

Le sport, en tant que « système institutionnalisé de pratiques physiques, compétitives, codifié, réglées conventionnellement, dont l'objectif avoué est sur la base d'une comparaison des performances, de désigner le meilleur concourant ou d'enregistrer la meilleure performance »¹, est né en Angleterre vers la première moitié du XIX^e siècle, en pleine ère industrielle et de développement du capitalisme. Il se propage d'abord en Europe, dans les villes portuaires grâce aux navires anglais, ensuite aux colonies sous l'emprise de l'impérialisme occidental, pour finir de nos jours par être universel, grâce à sa médiatisation et à la mondialisation.

La restauration des Jeux Olympiques de 1896 sous la direction Pierre de Coubertin avaient pour but de pacifier les nations². Peine perdue... En 1919, ont lieu à la place des JO, les Jeux Inter-alliés, où les nations qui s'affrontent sont celles qui sont sortie gagnantes de la Première Guerre mondiale. L'Allemagne, ses alliés, les pays neutres et l'URSS sont exclus.

Sous les régimes totalitaires, comme le fascisme et le nazisme, le sport est clairement un outil de propagande.

A l'intérieur du pays, il est utilisé pour former « une jeunesse saine et forte », à laquelle le sport transmettra des valeurs (propres aux régimes) comme l'ordre, la discipline, l'effort et l' « incontestable » amour de la patrie.

Le sport est aussi utilisé pour la propagande extérieure. En 1934, l'Italie organise la seconde coupe du monde de football avec sur l'affiche un joueur au bras tendu. Histoire d'en mettre plein la vue, Mussolini fait construire à Turin un des stades le plus modernes de l'époque, baptisé modestement « stade Benito Musolini ». Le général Vaccaro, qui est aussi président de la Fédération italienne de football déclare: « Le but ultime de la manifestation est de montrer à l'univers l'idéal fasciste du sport ».

La Seconde moitié du XX siècle, l'histoire du sport est caractérisée par des boycottages de nature politique et diplomatique.

1956, JO de Melbourne: boycottages des jeux de l'Egypte, l'Irak et le Liban pour protester contre la guerre de Suez. S'ensuit le retrait de l'Espagne, la Suisse et les Pays-Bas contre l'invasion de la Hongrie. En 1976, 22 pays africains boycottent les JO de Montréal, à cause de la présence de la Nouvelle-Zélande, dont l'équipe avait disputé un match de rugby sur le territoire sud-africain. 1980, les JO de Moscou sont boycottés notamment par les Etats-Unis, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan. En réponse, le bloc soviétique boycotte à son tour les JO de Los Angeles de 1984.

Après la guerre froide, les événements sportifs continuent d'être un moyen pour faire pression sur certains pays. Un précédent a déjà eu lieu. En 1964, l'Afrique du Sud est interdite de participer aux JO de Tokyo pour sa politique d'apartheid. Quelques années auparavant, elle a été exclue de la FIFA et en 1970 par le Conseil International de Cricket.

Par ailleurs, en 1990, l'Irak ne sera pas autorisé par les Conseils olympiques d'Asie à participer aux Jeux de Pékin, à cause de son invasion du Koweït. En 1994, la Yougoslavie est empêchée par l'UEFA de disputer sa finale (vu les sanctions que l'ONU venait de leur infliger). Le Danemark sera appelé à faire la finale (et pour la petite histoire sera championne d'Europe).

Comme le dit Joe Ebrahim (ancien président du Conseil sud-africain des sports), « le boycott sportif ne marche pas à tous les coups »³. Pour que cela fonctionne, il faut que le pays (à boycotter) soit bien classé dans un sport au niveau international, sinon, ça ne marchera pas.

« L' équipe d'un Etat n'est donc pas le simple résultat de la création d'un Etat, elle aide souvent à forger une nation »⁴ (Pascal Boniface). C'est le cas pour les jeunes pays africains qui, une fois obtenue l'indépendance, se pressent de créer des équipes nationales. Ce sera aussi le cas des pays baltes, de la Croatie. Dans Géopolitique du football, Pascal Boniface écrit : « parmi les premières manifestations de volonté des nouveaux Etats indépendant, figurait la demande d'adhésion à la FIFA. Comme si elle était aussi nécessaire et naturelle que celle de l'ONU; comme si la définition de l'Etat ne se limitait plus aux trois éléments traditionnels - un territoire, une population, un gouvernement – mais qu'on doive y ajouter une tout autant essentiel: une équipe de football».

Il est même arrivé que cette volonté se manifeste avant d'acquérir l'indépendance comme ce fut le cas pour le FLN, qui avant 1962 avait créé son équipe de football, avec des joueurs se revendiquant algériens, et partit en tournée dans les Pays de l'Est, en Asie et dans le monde arabe, permettant ainsi une reconnaissance symbolique de l'Algérie indépendante (et accessoirement d'écraser quelques équipes comme Bagdad 11-1, Tunis 8-0 ou Moscou 6-0).

Un exemple plus récent est l'équipe nationale palestinienne qui faute d'enregistrer les résultats est reconnue par la FIFA. Souvent victime de représailles de la part de l'État israélien quand elle doit jouer à l'étranger, un comble puisque l'équipe ne peut pas disputer de matchs à domicile, car la FIFA considère le terrain trop dangereux. À tous ces ennuis, il faut ajouter la mort de trois joueurs de l'équipe en 2009 à Gaza, sous les bombardements d'Israël.

« Le sport est une arme politique » De nos jours, l'homme politique qui utilise le plus le sport pour apprivoiser la politique, c'est bien Obama. Les journalistes américains parlent de la « *basketball diplomacy* » quand Obama offre un ballon de basket dédié à son hôte chinois Wang Qishan. Ou encore de « dunk diplomatie », quand il invite des élus hostiles à ses réformes à jouer au basket à la Maison-Blanche ou à regarder un match de foot US. En sachant que le « dunk » est une action de jeu au basketball qui consiste à marquer en s'accrochant à l'arceau, à une ou deux mains. Le dunk est une des manières les plus spectaculaires de marquer un panier, qui décourage l'adversaire. La diplomatie « dunk »⁵ nous rappelle un peu les mots d'Eric Honecker: « *Le sport ce n'est pas un but en soi, mais un moyen pour atteindre d'autres buts* ».

Le cas Sarsak – des pages sportives au gros titres politiques

Mahmud Sarsak, 25 ans est milieu de terrain de l'équipe nationale palestinienne. Le 22 juillet 2009, il est attendu pour disputer un match amical dans le camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse. A un check-point entre Gaza et Israël, il est arrêté nonobstant l'autorisation de quitter Gaza et détenu sans jamais avoir été jugé. Les autorités israéliennes l'accusent de mener le Jihad, sans preuves. Il se retrouve à la prison d'Ashkelon, sous le régime de la « détention administrative », une disposition héritée du mandat britannique qui permet d'emprisonner sans jugement toute personne

considérée comme un « combattant ennemi » issu d'un territoire hostile.

Incarcéré pour une durée de six mois renouvelable à l'infini. Au dernier renouvellement de son statut, Mahmoud Sarsak décide de faire grève de la faim. Il est alors suivi par des centaines d'autres prisonnier. Même si un accord est trouvé le 14 mai entre l'institut pénitentiaire et les grévistes de la faim, Sarsak continue la grève. Ses conditions de santé se détériorent: il se déplace qu'en fauteuil, des problèmes cardiaques surviennent... Bref, il est entrain de mourir.

Une lettre est adressé au monde politique et sportif, pour demander la libération du joueur, parmi les signataires on trouve des Cantona, Chomsky, etc. Du soutien arrive aussi de la fédération internationale des joueurs professionnels, ainsi qu'une pétition signée par plusieurs sportifs. La Fédération palestinienne a même demandé que soit retirée l'organisation de l'Euro des Espoirs 2013 en Israël. Cette mobilisation a finalement fait bouger les choses. Sarsak a arrêté la grève de la faim la semaine du 18 juin 2012, après une promesse de mise en liberté le 10 juillet de cette année. Il aura enduré trois ans de prison.